



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 14

à la décision d'exécution de la Commission concernant le financement du plan d'action pluriannuel 2022 – 2026
partie 2 en faveur de l'Afrique subsaharienne

Document d'action « Programme d'appui aux organisations spécialisées de la CEDEAO actives dans le secteur de l'énergie pour le développement du marché régional de l'électricité et l'opérationnalisation de son réseau interconnecté ainsi que, l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Programme d'appui aux organisations spécialisées de la CEDEAO actives dans le secteur de l'énergie pour le développement du marché régional de l'électricité et l'opérationnalisation de son réseau interconnecté ainsi que, l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique OPSYS : ACT- 61029 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui l'Initiative Afrique-UE pour les énergies vertes (AEGEI)
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : Afrique de l'Ouest. Les institutions bénéficiaires sont la CEDEAO (Communauté des Etats d'Afrique de Ouest), basée au Nigéria, l'EEEOA (Système d'échanges d'énergie électrique Ouest africain), basé au Bénin, l'ARREC (l'Autorité de régulation régionale du secteur de l'électricité de la CEDEAO), basée au Ghana et l'ECREEE (Ecowas Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency), basé au Cap Vert.
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) pour l'Afrique subsaharienne 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des)	Priority Area 3 ('Green and Climate Transition'), DAC codes: 230 Energy Cette action contribuera au domaine prioritaire régional 3 du PMI « Transition verte » et à son objectif spécifique 2 « Soutien au développement d'un secteur énergétique africain

PIP (s) /résultats attendus concernés	efficace, durable et résilient » ; notamment son domaine de résultats R.2.1 : « Une plus grande part des sources d'énergie renouvelables dans la production d'énergie primaire est encouragée » et R.2.2 : « Soutenir l'intégration du marché de l'électricité avec le développement d'un secteur énergétique africain efficace, durable, décarboné et résilient »			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	231 – Politique énergétique 232 - Génération d'énergie 23630 – Transport et distribution de l'électricité			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<u>ODD principal</u> : ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques <u>Autres ODD significatifs</u> : ODD 5 : égalité des sexes ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructures ODD 16 : Paix et Justice ODD 17 : Partenariats			
8 a) Code (s) CAD	231 – Politique énergétique 23111 – Politique, planification et administration du secteur de l'énergie 23112 – Régulation de l'énergie 232 – Production de l'énergie – énergies renouvelables 23630 - Transport et distribution de l'électricité 23210 – Production de l'énergie, ressources renouvelables-technologies multiples			
8 b) Principal canal de distribution	Autres entités publiques dans le pays bénéficiaires– 12004 Autres – 90000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement participatif /bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Alimentation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags : connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags : transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire : BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 25 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 25 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet Gestion directe par : - Subventions - Marchés publics Gestion indirecte avec une entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3. Gestion indirecte avec une organisation internationale			

1.2 Résumé de l'Action

L'action consiste à appuyer l'opérationnalisation du réseau interconnecté, l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique en vue de réduire les émissions de gaz à effets de serre, et la mise en place du marché régional de l'électricité en l'Afrique de l'Ouest. Ce dernier a été lancé en 2018 avec une première phase au cours de laquelle les échanges de l'énergie électrique entre les Etats participant au marché se font essentiellement par contrats bilatéraux. Le lancement de la seconde phase, consistant à la mise en place d'un accès ouvert au réseau électrique régional, a été retardé d'environ deux ans notamment à cause de la pandémie du Covid-19 qui n'a pas permis aux Etats de promulguer les règles et principes nécessaires à l'accès à ce réseau. Malgré ces retards, le développement de ce marché en Afrique de l'Ouest est bien plus avancé par rapport à d'autres régions de l'Afrique sub-saharienne. A cet effet, l'action appuiera les organisations régionales impliquées dans le développement du marché régional sur les plans techniques et réglementaires afin d'améliorer et d'intensifier la coopération énergétique régionale. Il s'agit en particulier de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO/ECOWAS) en charge de la politique énergétique régionale et de l'adoption des directives s'y rapportant, du Système d'échanges d'énergie électrique Ouest africain (EEEOA/WAPP) en charge de la promotion et du développement des infrastructures de production et de transport d'électricité, et de la coordination des échanges d'électricité entre les États membres, de l'Autorité régionale de régulation du secteur de l'électricité (ARREC/ERERA), en charge de la régulation du marché régional, et du Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC/ECREEE) en charge de la promotion et de la réglementation des énergies renouvelables. L'action sera coordonnée avec un programme d'appui à la planification, préparation et exécution des infrastructures et investissements à vocation régionale dans le domaine de la génération d'électricité renouvelable et des interconnexions permettant en priorité le transport d'électricité des lieux de production de taille d'origine renouvelable. Elle mettra en place de l'assistance technique, et des appuis institutionnels et de renforcement des capacités des institutions clés. L'action sera coordonnée par les délégations de l'UE au Bénin (cheffe de file), au Nigéria, au Ghana, et au Cap Vert en fonction de l'optimisation de la gestion des interventions de mise en œuvre. L'action est alignée sur les objectifs du programme indicatif pluriannuel régional (priorité 3: Green and climate transition) et s'inscrit pleinement dans les objectifs de l'initiative Global Gateways ainsi que dans l'Africa-EU Green Energy Initiative¹. Elle contribuera à la réalisation des objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies (en particulier en ce qui concerne l'énergie durable et l'éradication de la pauvreté) et notamment à la réalisation de l'ODD 13 (lutte contre les changements climatiques) et ODD 7 (Accès à l'énergie) ainsi que l'ODD 5 (égalité de genre), ODD 16 (Paix et Justice), ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructures) et ODD 17 (Partenariats). L'action contribuera également à la mise en œuvre du plan d'action III sur l'égalité entre les femmes et les hommes², notamment ses thématiques prioritaires : « Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes » et « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte ».

L'objectif général du programme est de réduire les émissions de gaz à effet de serre en augmentant la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique grâce à la mise en place et au développement du marché régional de l'électricité, pour une énergie durable, abordable et accessible pour les femmes et les hommes dans toute leur diversité.

2. JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Cette action vise à accélérer la mise en œuvre de l'Initiative Afrique-UE pour les énergies vertes (AEGEI) dans la région de l'Afrique de l'Ouest en menant le partenariat avec les autorités africaines de l'énergie qui sont les précurseurs nécessaires de cette transformation. L'appui institutionnel, l'assistance technique et les études permettront d'intensifier les actions préparatoires vers des projets bancables sur les énergies renouvelables, l'utilisation durable, les réformes sectorielles et l'intégration du marché. Cette action est en ligne avec la « Vision commune pour 2030 » des États membres de l'Union africaine et de l'Union européenne, qui priorise une transition

¹ AEGEI fait partie du "EU-Africa Global Gateway Investment Package" (JOIN(2021) 30 final du 1.12.2021)

² JOIN(2020) 17 final du 25.11.2020

énergétique juste et équitable, tenant compte des orientations spécifiques et diverses des pays africains en ce qui concerne l'accès à l'électricité.

En s'appuyant sur le Green Deal européen, le plan d'investissement extérieur européen et l'initiative Afrique-UE pour l'énergie verte (Partenariat Afrique-UE pour l'énergie)³, l'UE peut accélérer la lutte contre le changement climatique et soutenir la résilience climatique régionale dans le domaine de l'énergie afin d'éviter et d'atténuer les chocs futurs. Conformément à la dimension extérieure du Green Deal européen, l'UE a placé l'énergie durable et propre en tête de ses priorités de politique extérieure, a continué d'investir dans la coopération internationale en matière de climat, de commerce et d'activités de recherche et a favorisé la croissance et le développement durables. En outre, conformément à la stratégie européenne pour l'hydrogène, la création d'un marché africain-européen de l'énergie propre pourrait renforcer la coopération entre les deux continents tout en leur permettant à tous deux de mener à bien leur transition énergétique à long terme.

Au niveau régional, le cadre stratégique, politique et réglementaire du secteur de l'énergie est notamment régi par les documents et textes officiels suivants :

a) Le Plan directeur de l'EEOA (2018) qui contient une liste de 75 projets prioritaires dans les domaines de la transmission et la génération. Il est construit autour de trois grands objectifs: (i) l'intégration optimale des énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest compte tenu des contraintes économiques, environnementales et techniques; (ii) le développement des infrastructures (transport et production) nécessaires à l'établissement d'un marché de l'électricité en Afrique de l'Ouest; (iii) la nécessité de garantir la sécurité d'approvisionnement à court, moyen et long-terme, prenant en compte les besoins en termes d'énergie électrique et les contraintes liées à la production (notamment renouvelable) et au transport (parfois sur de longues distances) de l'électricité.

b) La politique de l'énergie de la CEDEAO, qui remonte à 1982, est en cours d'actualisation avec le soutien du programme AGOSE (Programme d'amélioration de la gouvernance du secteur de l'énergie des quinze Etats membres de la CEDEAO). Une première version élaborée sous le contrôle du secrétariat de la CEDEAO fait actuellement l'objet de révision par la CEDEAO afin d'être mise à la disposition des États membres pour son adoption. Six piliers sont retenus: (i) coordonner et harmoniser les politiques et programmes dans le secteur de l'énergie, (ii) concevoir et mettre en œuvre des projets pour la région et les mécanismes pour leur financement, (iii) développer les moyens de production et les échanges d'énergie électrique entre les Etats membres, (iv) créer et réguler un marché régional de l'électricité ouvert et compétitif, (v) promouvoir le développement et la valorisation du potentiel d'hydrocarbures et développer un marché intégré des produits pétroliers, (vi) promouvoir le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

c) La politique d'énergie renouvelable de la CEDEAO qui a été développée par l'ECREEE en 2013. Ses objectifs consistaient à porter la part des énergies renouvelables dans le mix électrique global de la région à 35% en 2020 et à 48% en 2030 (y compris les grandes centrales hydroélectriques), et à accroître la part de la population rurale desservie par les réseaux d'électricité renouvelable décentralisée à 22% en 2020 et à 25% en 2030.

d) Le plan stratégique de l'ARREC couvrant la période 2021-2025 qui décrit les modalités de la contribution de l'ARREC à la réalisation des phases II et III du marché régional, avec notamment la mise en place des règles du marché et l'exercice des missions de surveillance et de règlement des différends.

e) La politique pour l'intégration du genre dans l'accès à l'énergie de la CEDEAO permet fournir aux décideurs des indicateurs instrumentaux et basés sur les droits humains et des arguments rigoureux pour aligner les interventions énergétiques sur les principes de l'égalité des sexes.

Au niveau continental, la Commission de l'Union africaine travaille à la préparation d'un schéma directeur de l'électricité continental et d'un cadre réglementaire harmonisé pour la mise en place d'un marché unique de l'électricité en Afrique (AfSEM).

L'accès à des services énergétiques abordables, fiables et durables est une condition préalable et un catalyseur du développement économique et social. Au niveau continental, la Commission de l'Union africaine travaille à la préparation d'un schéma directeur de l'électricité continental et d'un cadre réglementaire harmonisé. Malgré d'importants efforts et dans un contexte de croissance démographique rapide, la précarité énergétique est encore prévalente en Afrique de l'Ouest, avec 47% de sa population - soit plus de 160 millions de personnes - n'ayant pas

³ JOIN (2021) 30 final du 1.12.2021

accès à l'électricité. La pauvreté énergétique est un aspect de la pauvreté économique qui touche de manière disproportionnée les femmes et les jeunes filles.

Des réseaux bien gérés, stabilisés et largement interconnectés offrent la possibilité d'intégrer des sources de production d'énergies renouvelables variable (par exemple, solaire, éolienne) avec des installations de stockage (par exemple, batteries, systèmes de stockage par pompage et éventuellement hydrogène vert) et en combinaison avec des centrales hydroélectriques, évinçant ainsi les combustibles fossiles par les forces du marché. Pour y parvenir, le fonctionnement du marché, les capacités de régulation et l'exploitation du réseau des acteurs régionaux et nationaux devront être renforcés.

L'action proposée fournira une assistance à la CEDEAO/ECOWAS et à ses agences d'exécution l'EEEOA/WAPP, l'ARREC/ERERA et le CERECE/ECREEE pour déployer avec succès la prochaine phase du développement du marché soutenu par de nouveaux investissements dans un réseau interconnecté opérationnel, optimisé pour les solutions vertes, bien réglementé et intégré, fournissant ainsi une électricité durable et abordable à ses citoyens, femmes et hommes dans toute leur diversité. Le projet bénéficiera aux pays de la CEDEAO ainsi qu'à la Mauritanie dans la mesure où celle-ci est associée au réseau régional.

Actuellement, la capacité installée n'est que de 22,7 GW et la capacité disponible de 13,1 GW⁴. En ce qui concerne l'énergie renouvelable, en dépit d'un potentiel important (25 000 MW de capacité hydraulique répartie dans cinq pays -Nigéria, Guinée, Ghana, Côte d'Ivoire, Sierra Leone-, un potentiel solaire de 5 à 6 kWh/m²/jour et un potentiel éolien entre 5 et 7 m/s notamment le long des côtes ou dans les zones désertiques⁵ qui rassurent une production significative d'hydrogène vert, avec des projets en Mauritanie, ainsi qu'au Niger et au Nigéria avec le soutien de la coopération allemande), la capacité de production, quoi qu'en croissance rapide de l'ordre de 20% par an grâce essentiellement aux installations photovoltaïques, reste limitée (avec un total installé d'environ 200MW en 2019⁶). Les objectifs fixés par la CEDEAO en matière d'énergie renouvelable sont cependant ambitieux, avec notamment 10 GW pour le solaire et 1 GW pour l'éolien de capacité installée en 2030⁷.

Dans ce contexte, l'opérationnalisation du marché régional apparaît comme une réponse à de nombreux défis. À la suite du lancement de la phase 1 du marché régional de l'électricité de la CEDEAO en 2018, les règles et principes ont été posés par l'ARREC et les échanges bilatéraux se sont développés. Toutefois le passage à la phase 2 qui prévoit un marché intégré a pris du retard, le cadre réglementaire n'étant pas en place et les infrastructures de contrôle et de gestion pas encore opérationnelles.

Le développement et la mise en opération des infrastructures en tenant compte des normes de travail décent et des nécessités sociales et environnementales constitue donc une première étape en vue de rendre le marché régional intégré et concurrentiel, permettre ainsi l'accès des opérateurs à un marché de gros au niveau régional et national, et garantir la transparence et l'équité. Les réformes et l'harmonisation des cadres réglementaires au niveau national et régional et le renforcement des acteurs demeurent néanmoins indispensables pour l'opérationnalisation de la seconde phase de ce marché régional, consistant –entre autres –à la mise en place d'un accès ouvert au réseau électrique régional.

2.2 Analyse des problèmes

Les principales contraintes au développement économique et social de l'Afrique de l'Ouest sont le coût élevé de l'énergie, le faible accès à l'électricité et la forte dégradation environnementale liés aux activités de production et de consommation d'énergie, notamment l'énergie d'origine fossile et l'utilisation de la biomasse. Ces contraintes tiennent au manque de projets d'investissement dans la génération qui s'explique notamment par la difficulté à financer les études et par le recours insuffisant aux énergies renouvelables ; aux insuffisances du réseau de transport et d'interconnexion dont les capacités sont souvent saturées, et aux lacunes organisationnelles et institutionnelles qui limitent les échanges régionaux. La levée de ces contraintes impactera de façon significative la réduction de la pauvreté par la croissance économique, l'accroissement du revenu des ménages et de la valeur ajoutée des entreprises. Le développement du marché régional et de la production d'énergie renouvelable, combiné avec des moyens de transport par un réseau interconnecté et stable, contribuera également à une réduction des

⁴ Source : Centre d'Information et de Communication, EEEOA, 2019

⁵ Source : ECREEE, Elaboration d'une stratégie de mise en œuvre du corridor solaire, hydro et éolien dans le cadre de l'initiative de corridor d'énergie propre en Afrique de l'Ouest, 2019

⁶ Source. ECREEE

⁷ Source: CEDEAO

coûts de l'électricité, à l'amélioration de la qualité des services électriques, à l'accroissement de l'accès à l'électricité pour les usages productifs, à l'accroissement de la performance du secteur électrique, à une participation accrue du secteur privé et à la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la substitution de l'énergie renouvelable à l'énergie d'origine thermique. La CEDEAO travaille à cet effet à l'actualisation de sa politique énergétique qui vise à coordonner les efforts de la région dans le secteur, et qui remontait à 1982.

Le plan de développement du marché régional de l'électricité de la CEDEAO comprend 3 phases : dans la 1^{ère}, phase ouverte en 2018, il s'agit essentiellement d'un marché d'accords bilatéraux sous le contrôle de l'ARREC. Cette phase est aujourd'hui fonctionnelle. La 2^e phase voit l'apparition de marché spot et day-ahead (négociation d'électricité pour le jour même et pour le lendemain), et un opérateur-système et de marché, le Centre d'information et de coordination (CIC) mis en place, avec des procédures pour le règlement, la facturation et le paiement, ainsi que pour les opérations de marché de jour; cette deuxième phase suppose donc l'existence d'un cadre réglementaire, tant au niveau national que régional, et des infrastructures de production et de transport adéquates. Elle implique que la tarification du transport régional est exclusivement définie par les règles de l'ARREC et que les protocoles d'échanges d'énergie suivent des modèles définis par l'ARREC, qui doit également gérer en première instance les différends. A plus long terme, la phase 3 verra l'intégration de certains marchés et services (services auxiliaires, produits financiers) et le développement d'un marché liquide et concurrentiel rendu possible par la disponibilité d'une capacité de transport régionale suffisante et d'une réserve de production dans les pays participants. Elle permettra également à certains Etats de placer leurs ressources sous un système d'optimisation commun (dispatching unifié).

Le passage à la phase 2 n'est pas encore effectif, tous les prérequis n'étant pas réunis, tant sur le plan réglementaire que pour les infrastructures. La convergence convenue vers les normes techniques régionales devra être mise en œuvre progressivement, notamment avec l'harmonisation des codes réseaux nationaux avec le Code réseau régional, sous la coordination du CIC. A l'état actuel de la phase 1 du marché, le CIC n'effectue que des tâches de collecte et d'analyse de données et de gestion des projets prioritaires dans le cadre de la préparation de la phase 2 du marché régional. Les prérequis pour le passage à la phase 2 du marché régional impliquent la maîtrise par le CIC des fonctions d'opérateur système, ce qui comprend notamment la surveillance des flux de charge et les mesures à prendre en cas d'écarts, les activités d'équilibrage et de règlement des déséquilibres, la planification opérationnelle des interconnexions, le suivi et la surveillance du marché, l'administration des contrats, la gestion des litiges au niveau opérationnel (première instance), la gestion du marché du jour du lendemain (Day Ahead Market), ainsi que des tâches commerciales. Ces nouvelles responsabilités vont demander un effort important de mise en place des équipements et matériels, de formation technique, et de préparation des procédures correspondantes ainsi que de la formation sur le terrain.

Sur le plan réglementaire, dans le cadre de la mise en œuvre du marché régional de l'électricité, les principaux documents de gouvernance de l'ARREC relèvent de l'élaboration de règles d'accès aux capacités des réseaux électriques transfrontaliers et aux réseaux domestiques, de l'élaboration de règles et de procédures détaillées concernant la surveillance du marché régional de l'électricité, de l'harmonisation et de la mise en œuvre du règlement sur les énergies renouvelables dans les États membres de la CEDEAO, de l'élaboration d'une directive sur l'harmonisation et l'organisation du marché régional de l'électricité et des marchés nationaux de l'électricité et le Règlement sur les sanctions pour le marché régional de l'électricité. Pour compléter la révision de la Directive C/DIR/1/13 sur l'organisation du marché régional de l'électricité, en vue de son approbation par les Autorités compétentes, l'ARREC a élaboré neuf règles du marché régional (RMR) associées au projet de Directive, dont l'appropriation et la feuille de route de mise œuvre par les Etats membres (incluant notamment la mise à jour des codes de l'électricité) sont encore en cours.

Dans le contexte de la lutte contre le changement climatique et des efforts de réduction des coûts de production de l'électricité, il est essentiel que la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique soit augmentée. Le CEREED est amené à jouer un rôle important à cet effet avec la mise en place de stratégies régionales pour les différentes sources d'énergie renouvelables, incluant en particulier la mise en œuvre de corridors propres pour les énergies hydroélectriques (considéré sont les installations d'une capacité maximale de 30 MW), solaires et éoliennes.

Avec l'interconnexion accrue, le centre de gravité se déplace du suivi et de la promotion de la construction d'infrastructures vers la gestion des différents aspects opérationnels du marché régional. Les gouvernements et les

institutions régionales ont donc besoin d'un soutien pour renforcer les cadres juridiques et réglementaires des secteurs public et privé, donner des moyens d'action aux régulateurs et aux agences, s'assurer que les cadres appropriés sont en place pour mener à bien la transition verte et faire respecter la bonne gouvernance et la bonne gestion financière dans les entreprises énergétiques. Parallèlement le développement des infrastructures nécessite des études préparatoires pour lesquelles les Etats et les institutions régionales ne disposent pas toujours des financements nécessaires.

Au regard des enjeux du secteur, les défis identifiés et les domaines d'appui prioritaires, l'objectif poursuivi à travers le présent projet dans le cadre de l'appui à la transition énergétique est la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à travers: (i) une augmentation de la part des sources d'énergie renouvelables dans la production d'énergie électrique. Le développement du marché régional de l'énergie et l'opérationnalisation de son interconnexion, combinés au développement des capacités de stockage de l'électricité, permettront d'intégrer une part plus importante d'électricité renouvelable dans le bouquet énergétique, (ii) l'amélioration de l'intégration du marché de l'électricité et le soutien à la résilience des réseaux énergétiques grâce au développement du marché régional de l'électricité, à la décarbonisation et à la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles. Cela comprend des investissements dans le transport et l'interconnexion, les réseaux intelligents, les solutions numériques et les centres et corridors de stockage régionaux.

Dans ce cadre, les domaines d'appui prioritaires à retenir sont donc:

- L'opérationnalisation du marché régional de l'électricité à travers (i) la mise en place du cadre législatif et réglementaire du marché tant au niveau régional que national permettant de standardiser les contrats et d'en garantir l'application, (ii) la mise en œuvre des équipements permettant d'assurer la stabilité et l'équilibre du réseau, notamment à travers le CIC appelé à jouer le rôle d'opérateur système et, (iii) le renforcement des capacités des différents acteurs afin de contribuer à une bonne efficacité de la gestion du marché régional.
- L'accroissement de la production d'énergie renouvelable variable susceptible d'être injectée dans le réseau interconnecté à travers l'appui à des projets éoliens et solaires (ou combiné en source d'ER) pouvant être couplés à des projets de stockage (notamment de type batteries, pompage-turbunage, etc.) ou, éventuellement, de production hydrogène vert et de la production d'hydroélectricité.

Les principales parties prenantes à la mise en œuvre du programme sont:

-La CEDEAO est l'organe politique en charge de la coopération des Etats d'Afrique de l'Ouest, elle émet les Directives qui doivent être mises en œuvre par les Etats pour permettre l'opérationnalisation législative et réglementaire du marché régional. Son Secrétariat basé à Abuja (Nigéria) comprend une direction chargée des questions énergétiques, et dont les ressources matérielles et humaines demandent à être considérablement renforcées. Elle dispose aussi d'un Département des Affaires Sociales et du genre en charge du suivi et de l'analyse des questions portant sur l'égalité de genre.

-L'EEEOA créé en 1999 par la CEDEAO a reçu en 2006 le statut d'institution spécialisée de la CEDEAO avec pour mission de promouvoir et développer des infrastructures de production et de transport d'énergie électrique ainsi qu'assurer la coordination des échanges d'énergie électrique entre les Etats Membres de la CEDEAO. L'EEEOA, basé à Cotonou (Bénin) comprend un Secrétariat Général, un Département Programmation des Investissements, Planification et Sauvegarde de l'Environnement (PIPES), un Département d'Information et de Coordination (CIC), ainsi qu'un département Administration et Finances (DAF). Parmi les acquis de l'EEEOA, dans le cadre d'un plan directeur révisé en 2018, des infrastructures de transport ont été mises en place. Un centre d'information et de coordination a été construit à Cotonou pour assurer les fonctions d'opérateur-système du marché et se trouve en cours d'opérationnalisation. Il convient de noter que la Mauritanie n'est pas membre de la CEDEAO actuellement mais que son intégration au marché régional, déjà une réalité à travers la connexion entre le Sénégal et la Mauritanie (réseau de l'OMVS (Office de Mise en Valeur du Fleuve Sénégal), représente une opportunité considérable pour la région en raison de son très fort potentiel en éolien, solaire, et en production de l'hydrogène vert.

-L'ARREC est le régulateur régional des échanges transfrontaliers d'électricité en Afrique de l'Ouest. Basée à Accra (Ghana), elle a reçu en 2008 le statut d'institution spécialisée de la CEDEAO. L'ARREC a pour mission générale d'assurer la régulation des échanges transfrontaliers d'électricité entre les Etats Membres de la CEDEAO, tout en veillant à la mise en œuvre des conditions permettant d'en assurer la rationalisation et la fiabilité et en contribuant à la mise en place d'un environnement réglementaire et économique favorable à la mise en place du

marché régional. L'ARREC a élaboré la réglementation applicable à la phase 1 du marché régional et prépare celle afférente à la phase 2.

-Le CEREEC, créé en 2010 par la CEDEAO et basé au Cap Vert, a pour mission de promouvoir les énergies renouvelables au sein de la région. Avec le soutien de l'UE, elle a élaboré dans le cadre du programme WACEC (West African Clean Energy Corridors) des stratégies de corridors pour les énergies respectivement hydroélectrique, solaire et éolienne avec des feuilles de route. D'autres programmes de promotion des énergies renouvelables et de renforcement des capacités sont en cours, notamment dans les domaines de l'hydrogène vert et de la cuisson propre ainsi que de l'élaboration, avec l'appui de l'UE, des plans d'actions nationaux pour l'énergie renouvelable. Les principaux défis consistent à porter les projets identifiés au stade de la bancabilité et à développer des procédures d'appel d'offres standardisées pour accélérer leur mise en œuvre.

-Les ministères de l'Energie des Etats de la région mettent en œuvre la politique énergétique de leur pays à l'échelon national, et en assurent la coordination avec la politique énergétique régionale et continentale. Ils contribuent à la réalisation des projets d'investissement dans le cadre de leurs attributions, en coopération avec les autres instances nationales (points focaux genre, ministère des Finances, régulateur, etc.).

-Les régulateurs nationaux, qui sont essentiels au bon fonctionnement du marché régional. Dans plusieurs pays (notamment les pays francophones), les régulateurs ne jouent pas le rôle attendu, par manque de ressources (certains opérateurs refusant de payer les redevances dues), de moyens, et de poids politiques.

-Les opérateurs publics et privés mettent en œuvre et exploitent les projets d'investissement et peuvent se décomposer entre les sociétés nationales d'électricité publiques ou privées en charge de la gestion du réseau de transport, distribution et en partie de la génération, et d'autre part les producteurs d'électricité indépendant qui revendent leur électricité au réseau. Le secteur privé est appelé à jouer un rôle important dans les projets de génération, notamment solaires et éoliens, tandis que les projets de transmission envisagés ont plus vocation à être réalisés par les opérateurs publics.

-Les représentants des populations de la région (y compris ceux actifs sur les questions d'égalité et d'équité de genre) apporteront une contribution significative dans la gouvernance du secteur à travers des actions de mobilisation sociale, de veille et de contrôle citoyens.

-Les bénéficiaires directs sont les populations de la région, qui pourront bénéficier d'un accès amélioré à l'électricité à un prix abordable et avec une plus grande qualité de service, en particulier dans les zones rurales encore insuffisamment desservies.

-Les partenaires techniques et financiers qui accompagneront les autorités régionales et nationales dans la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'énergie et ses investissements dans le secteur.

L'action est structurée en un appui aux institutions régionales en charge de l'opérationnalisation du marché, ainsi que d'une facilité pour Etudes préparatoires à la mise en œuvre des projets de production, stockage, transmission et gestion du réseau/marché priorisées au niveau d'un comité incluant la UE, ECOWAS et ses Agences, en consultation avec les partenaires nationaux et internationaux impliqués, et à la base des critères pertinents valides par cette même Comité.

Les appuis aux institutions visent à répondre aux besoins spécifiques des institutions concernées leur permettant d'atteindre leurs objectifs concourant à l'opérationnalisation du marché régional de l'électricité.

-EEEOA: la construction du CIC a accusé deux années de retard. Sa mise en service est attendue pour 2022. Les besoins identifiés portent notamment sur les aspects suivants:

- L'Achèvement et la mise en service du CIC;
- Le Développement et la mise en œuvre de portails Web;
- La Synchronisation du réseau électrique interconnecté de l'EEEOA;
- La Mise en œuvre de la Feuille de route sur les services auxiliaires;
- Le Programme de certification des gestionnaires de réseau.

-ARREC: Pour jouer pleinement son rôle, elle a besoin en coopération avec la CEDEAO de renforcer le dialogue avec les Etats membres pour qu'ils transposent dans leur réglementation les règles d'accès au marché régional. A titre d'exemple, seuls 3 Etats ont transmis leur feuille de route dans les délais demandés concernant la mise en place au niveau national des règles du marché régional proposées. Son manque de budget et de ressources limite

sa possibilité d'organiser des réunions physiques entre les responsables et experts nationaux, qui sont généralement plus efficaces que les réunions virtuelles.

-CEDEAO: le secrétariat manque de ressources et de personnel (seulement 2 cadres permanents pour la direction Energie) pour mener à bien ses missions. Il ne dispose pas d'outils tel qu'un Système d'Information Statistique performant permettant de suivre la mise en œuvre des Directives dans les Etats membres, et constate que celle-ci est lacunaire ou réalisée avec d'importants retards. Il convient donc de renforcer le dialogue technique et politique avec les Etats pour améliorer les résultats. Ce constat se pose aussi dans le cadre de la création du marché unique continental pour lequel la CEDEAO devrait jouer pleinement son rôle d'organisme politique encadrant la mise en place du marché continental pour l'Afrique de l'Ouest.

-CEREEC: l'organisation a connu des difficultés de fonctionnement suite à la restructuration de son Conseil d'Administration (en mai 2020), aggravée par la pandémie de Covid. Ses effectifs ne sont pas suffisants pour gérer l'ensemble de ses missions et plusieurs projets en cours de mise en œuvre ont connu des difficultés opérationnelles ces dernières années. Cependant, le CEREEC a une expertise respectée dans la région et pourra jouer un rôle important pour mettre à jour la stratégie régionale d'énergie renouvelable, les plans d'actions nationaux en matière d'énergie renouvelable, appuyer les Etats membres à développer des études préparatoires pour le financement des projets de génération d'Energie Renouvelable en ligne avec les corridors d'énergie propre ainsi que des projets de stockage. A cet effet, l'ECREEE devrait lancer des études en vue de préparer des projets d'investissement dans le secteur et de mobiliser des financements en blending et garanties proposées par les institutions financières européennes, par ex. la BEI (Banque européenne d'investissement), PROPARCO (Société promotion participation coopération économique), etc.

La facilité d'études répond au besoin de pouvoir mobiliser plus rapidement le financement pour effectuer un plus grand nombre d'études préparatoires à la mise en œuvre des projets de production, stockage, transmission et gestion du resau/marché. Plusieurs projets d'intérêt régional ont été pré-identifiés et pourraient bénéficier de cet appui, pour déboucher sur des réalisations susceptibles d'être co-financées par le programme régional. Un nouveau besoin est l'appui nécessaire pour le montage financier des projets, vu que les projets d'investissements de l'EEEOA seront de plus en plus financés par une structuration avec le secteur privé, notamment via des partenariats public-privé ou des producteurs d'électricité indépendants (IPP). Des études techniques et de planification pourront également être considérées.

3. DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est la réduction des émissions des gaz à effet de serre en Afrique de l'Ouest.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont:

1. Opérationnalisation du marché régional de l'électricité de la CEDEAO, pour une énergie abordable et accessible pour les femmes et les hommes dans toute leur diversité
2. Accroissement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants :

Contribuant à l'objectif spécifique 1 :

- 1.1 Le réseau régional interconnecté est renforcé de manière à permettre l'augmentation des échanges, et les fonctions d'opérateur-système et de marché sont bien gérées, avec comme priorité un réseau interconnecté qui permet la commercialisation au niveau régional d'une part significative de l'énergie renouvelable générée dans la CEDEAO;
- 1.2 Mise en place des logiciels et installations nécessaires à la gestion technique du système du CIC pour assurer le dispatching et la stabilité, permettant l'augmentation des échanges en électricité par un service de qualité (stabilité, continuité, accès à un prix abordable);

- 1.3 Le cadre législatif et réglementaire et les procédures de fonctionnement du marché régional de l'électricité sont en place, et les institutions régionales et nationales ont la capacité de les mettre en œuvre.
- 1.4 Un système d'information statistique énergétique est opérationnel et une stratégie énergétique régionale est efficacement mise en place et mise en œuvre dans les différents Etats membres.

Contribuant à l'objectif spécifique 2 :

- 2.1 Les capacités techniques des acteurs publics et privés pour développer un cadre stratégique de référence et des projets d'énergies renouvelables (ER) bancables sont augmentées, notamment par la réalisation d'études pour inclure davantage de ressources renouvelables dans le réseau WAPP et pour l'accompagnement au développement des capacités des agences spécialisées, notamment ECREE.
- 2.2 Les opportunités de financement des projets permettant l'augmentation de la part des ER dans le mix énergétique de la région et l'amélioration du réseau de transport permettant l'échange de l'énergie renouvelable ont augmenté.

3.2 Activités indicatives

Les activités envisagées consistent à un appui aux activités des institutions régionales dans le secteur de l'énergie, y compris une composante d'études pour les projets d'investissement.

Les produits attendus seront obtenus à travers les activités indicatives suivantes:

Objectif spécifique 1 (Opérationnalisation du marché régional de l'électricité de la CEDEAO)

A. Composante Appui à la mise en place du CIC (Activités liées au produit 1.1 et 1.2)

- A1: Assistance technique pour l'opérationnalisation du CIC en tant qu'opérateur système (y compris un diagnostic institutionnel et organisationnel genre)
 - Développement des méthodologies et procédures pour la gestion technique du système et des équipements
 - Formation du personnel du CIC et des gestionnaires de réseau de transport nationaux aux procédures de gestion, à la gestion des équipements et aux prescriptions et procédures du marché (approche basée sur les droits humains, travail décent et prise en compte du genre).
- A2: Appui technique et logiciels visant à la mise en place des fonctions d'opérateur-système
 - Ces appuis portent sur les équipements, logiciels et formations relatives à la stabilisation du système, l'ajustement des marchés, l'intégration des réseaux et les systèmes d'acquisition et gestion de données nécessaires à l'exercice des fonctions d'opérateur-système du CIC.

B. Composante Appui à l'ARREC (Activités liées au produit 1.3)

- B1: développement des outils de marché
 - Elaboration et révision des conventions relatives aux échanges énergétiques
 - Suivi des tarifs et méthodologies tarifaires
 - Mise en place des mécanismes de négociation et de traitement des différends
- B2: appui au processus d'approbation des règles du marché régional
 - Renforcement des capacités des parties prenantes à la régulation et vulgarisation des objectifs et prérequis du marché régional, y compris la réalisation d'un audit genre et élaboration d'un plan de renforcement des capacités pour tous et aussi avec un ciblage spécifique des femmes (améliorer leur participation au secteur)
 - Organisation de forums régionaux d'échange sur les politiques énergétiques et cadre réglementaire en coopération avec la CEDEAO

C. Composante Appui à la CEDEAO (Activités liées au produit 1.4)

- C1: appui à la mise en œuvre et au monitoring /suivi de la politique énergétique régionale, à la déclinaison dans les Etats membres des Directives régionales et du Plan d'action énergétique régionale, et à la liaison avec l'Union africaine (UA).

C2: appui au développement du système statistique énergétique de la CEDEAO. Amélioration de la qualité du système d'information statistique énergétique. Cet appui porte sur l'évaluation des capacités et l'appui des États membres à la collecte et production de données statistiques, le suivi de la collecte et la production de données statistiques, les équipements, logiciels et formations relatives à la mise en place d'une interface régionale et nationale de collecte au niveau de la CEDEAO et Etats membres, le renforcement de la collaboration avec AFREC sur les statistiques du secteur de l'énergie (statistiques vérifiées), et sensible au genre lorsque cela est possible.

Objectif spécifique 2: Augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

D. Composante Appui à l'ECREEE (Activités liées au produit 2.1 et 2.2)

D1: Appui à la préparation et présentation pour financement de projets d'investissement en ER au titre de la mise en œuvre des corridors propres, y compris à pompage/turbinage et éventuellement hydrogène vert, est renforcée

D2: Appui à la préparation et l'adoption de la stratégie hydrogène vert de la CEDEAO est renforcée

E. Composante Facilité pour études et appui à la mise en place des projets de production, stockage, transmission et gestion du réseau et du marché d'électricité, (Activités liées au produit 2.1 et 2.2)

- Etudes de pré faisabilité
- Etudes de faisabilité
- Appui au montage financier des projets
- Appui à la mise en œuvre des projets
- Etudes techniques et de planification

L'Union européenne possède une expérience inégalée dans le développement d'un marché unique régional, harmonisé et intégré de l'électricité, lui permettant d'intégrer une forte part d'énergie variable. Cette action aura à cœur de capitaliser cette expérience européenne en développant des relations entre les acteurs européens et d'Afrique de l'ouest en charge du système énergétique grâce à des activités favorisant les échanges entre les parties (visite d'études, jumelages, détachement de personnel, etc.). De ce fait, cette action contribuera également aux objectifs de diplomatie entre l'UE et l'Afrique afin de rapprocher les continents.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

L'objectif de cette action est de contribuer à la réduction d'émission de gaz d'effet de serre, par (entre autre) promouvoir la génération et stockage d'électricité renouvelables et donc substituer en partie des combustibles sur base de hydrocarbures et désormais éviter l'émission d'autres polluants liés à cette combustion.

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Quand requise par les lignes directrices ou normes applicables, une évaluation de l'impact environnemental et social sera conduite en impliquant les représentants des populations locales dans le cadre de préparation de projets individuels de l'infrastructure. L'appui institutionnel aux institutions concernées par le marché de l'électricité prendra en compte les aspects environnementaux et sociaux dans les documents stratégiques au niveau régional.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire)

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet)

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était risquée faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire)

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1, cette action porte la mention G0. Le secteur de l'énergie dispose de nombreux mécanismes et stratégies sur les questions relatives à l'égalité des hommes et des femmes, parmi lesquelles la politique de genre de la CEDEAO 2005 et la loi complémentaire CEDEAO sur l'égalité des droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans la région de la CEDEAO (2015) et la politique pour l'intégration du genre dans l'accès à l'énergie de la CEDEAO adopté par les chefs d'Etat le 4 juin 2017. Les actions relatives à l'amélioration de la qualité du service en particulier apporteront une contribution importante à l'amélioration de la situation des femmes dans la région.

En travaillant avec les institutions et le secteur privé, l'intervention veillera à stimuler la participation et la promotion des femmes dans les postes de décisions des différentes agences et ministères.

L'action prendra en compte le Plan d'action genre (GAP III, 2021-2025) et les domaines suivants « Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes » et « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique ».

Droits de l'homme

L'action veillera au respect des droits humains dans toutes les activités qu'elle soutiendra. L'action s'appuie sur l'approche fondée sur les droits humains qui inclut le respect des principes d'indivisibilité du droit, de transparence, redevabilité, non-discrimination, autonomisation et participation et la réalisation des droits humains des différentes parties prenantes aussi bien dans la conception, la mise en œuvre, le monitoring et l'évaluation de l'ensemble des actions.

Le développement d'un cadre légal pour le développement des énergies renouvelables ainsi que le renforcement des capacités des institutions viennent appuyer les porteurs de devoirs dans leurs obligations à faciliter le droit à l'énergie pour tous. Les différents espaces de dialogues avec la société civile et la participation des porteurs de devoirs pourront aussi renforcer la confiance dans les institutions en veillant à ce que tout le monde soit représenté (conseils consultatifs des femmes, des jeunes, des personnes handicapées...). Une attention particulière sera accordée aux questions liées au travail des enfants et à l'application de conditions de travail décentes conformément aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) et des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains dans la réalisation des infrastructures ainsi qu'à la bonne acceptation des infrastructures (études d'impact sociale et environnementale participatives et inclusive).

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1, cette action porte la mention D0. Cela implique que les aspects liés au handicap n'apparaissent pas comme un aspect susceptible d'être pris en compte par l'action.

Démocratie

L'action améliorera la mobilisation, la formation et l'information des acteurs, y compris la société civile, la transparence, la bonne gouvernance et l'accès à l'information, dans les secteurs de l'électricité et plus largement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. L'action soutiendra le développement, la disponibilité et la diffusion de nouvelles connaissances qui faciliteront la prise de décision sur les stratégies publiques, permettront de mieux communiquer sur ces enjeux et renforceront le rôle de tous les acteurs, y compris le secteur privé et la société civile, dans le développement du secteur. Enfin, l'implication de la société civile et des représentants de la

population dans le cadre des consultations au titre de la procédure de EIS renforce la participation des citoyens et donc la démocratie.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Le renforcement de la coopération régionale et l'amélioration de l'accès à l'électricité sont de nature à apporter une contribution aux règlements des conflits. De plus, un service électrique abordable, fiable et durable contribuera la croissance économique et à la diminution ou la résolution des conflits et différends.

Réduction des risques de catastrophes

L'action contribuera à réduire les risques associés à la déforestation et aux émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, en renforçant leur accès à des formes d'énergie durable, l'Action contribuera à la résilience économique et environnementale des populations.

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1	Manque d'appropriation des gouvernements, dans la réforme du secteur électrique de leur pays, du développement du marché régional de l'électricité et de la production d'électricité renouvelable	Moyenne/h aute	Haut	Renforcement des capacités dans les administrations concernées pour mieux appréhender les avantages politiques, économiques et sociaux du marché régional et du développement des énergies renouvelables, dialogue politique, actions de sensibilisation en étroite coopération avec la CEDEAO
1	Manque de capacité des organisations bénéficiaires pour mettre en œuvre les activités du programme et la conduite de travaux favorable aux normes de travail décent	Moyenne	Moyenne	Prise en compte des capacités et des contextes, flexibilité dans la conception de l'action. Utilisation de modalités de gestion des projets qui permettent de renforcer effectivement les capacités opérationnelles des bénéficiaires. et de pallier le risque de manque d'efficacité des actions Renforcement de capacités des acteurs privés et publics sur les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains
1	Chronologie de mise en œuvre / coordination des bailleurs	Faible	Haut	Interdépendance des projets des différents bailleurs, besoin d'une coordination pour éviter le chevauchement des demandes de financement, renforcement des aspects de maturité des projets pour la facilité d'études. Mise en place groupe thématique interbailleurs.

1	Retards de mise en œuvre avec les perturbations liées à la situation sanitaire	Faible	Moyen	Développement des activités virtuelles ; suivi de l'activité des chantiers
1	Risques liés au terrorisme et à l'instabilité politique dans certains Etats de la région	Moyenne/Haute	Moyen	Prise compte des contraintes sécuritaires dans la conception des projets. Prise en compte l'impact de sanctions de la CEDEAO ou d'autres organisations ou Etats sur la réalisation des projets.
1	La participation des femmes à ces différentes institutions est limitée	Moyenne	Moyen	Mise en place d'analyse sur les égalités de genre dans le secteur de l'énergie et réalisation d'audit genre dans les institutions partenaires Mise en place de plans pour stimuler la participation des femmes et permettre leur mise en avant dans les différentes institutions.

Enseignements tirés:

L'Union européenne a apporté un appui à la gouvernance du secteur électrique en Afrique de l'Ouest dans le cadre du programme régional « Améliorer la gouvernance du secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest (AGOSE-AO) », approuvé en 2017 et financé avec 32 000 000 EUR par le 11^e Fonds européen de développement (FED/ 2017/39384). Il soutient la CEDEAO, l'EEEOA, l'ARREC, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), CERMI et le CERECEC, à travers plusieurs composantes. Les principaux acquis du programme AGOSE portent notamment sur l'élaboration de politiques de corridors d'énergie renouvelable par le CERECEC, la régionalisation du CERMI, l'élaboration du plan directeur de l'EEEOA 2019-2033, l'actualisation de la Stratégie énergétique et du Plan d'action régional et la déclinaison de ce dernier en Plans d'action nationaux, l'élaboration du Code de l'électricité régional, la mise en place d'un Système d'informations énergétiques régional, l'établissement des standards et normes pour les mini-réseaux solaires, les batteries, etc, la classification et les normes relatives aux équipements électriques pour l'énergie renouvelable, la création d'un programme de bourses d'études, un appui technique à la CEDEAO, un appui à l'ARREC pour la rédaction de la directive d'harmonisation du marché, et le soutien à l'opérationnalisation du CIC de l'EEEOA. Si des résultats significatifs ont été obtenus, l'atteinte des objectifs a été entravée par des retards liés à la situation sanitaire mais aussi à une trop grande dispersion des actions et une insuffisante coordination, ainsi qu'un manque de capacité de certains bénéficiaires. Le présent programme tient compte de ces enseignements et vise à resserrer et mieux concentrer les actions.

Parmi les projets achevés impliquant la CEDEAO, on peut citer des projets d'interconnexion (330 kV Ikeja West, Nigeria – Sakété, Bénin pour 40 000 000 USD/EUR⁸, 225 kV Côte d'Ivoire - Mali pour 102 000 000 USD/EUR, l'Interconnexion Benin – Togo, l'interconnexion Ghana-Sud Togo), des projets hydroélectriques (60 MW de Felou OMVS concernant le Sénégal, le Mali, et la Mauritanie pour 236 000 000 USD/EUR, 240 MW de Kaleta, Guinée pour 458 000 000 USD/EUR, 64 MW de Mount Coffee, Libéria pour 225 000 000 USD/EUR, 275 MW Barrage Hydroélectrique de Soubre pour 504 000 000 EUR), des projets de ligne de transport (330 kV Aboadze, Ghana – Volta, Ghana pour 48 000 000 USD/EUR; 225 kV Bobo Dioulasso, Burkina – Ouagadougou, Burkina, pour 130 000 000 USD/EUR). La bonne fin de ces projets démontre la capacité organisationnelle des parties prenantes, malgré un retard dans leur exécution dans de nombreux cas.

⁸ Le cours EUR/USD au 26/10/2022 est de 1 pour 1.

3.5 Logique d'intervention

Le programme a pour objectif principal d'appuyer la politique régionale de la CEDEAO dans le cadre de la transition verte en vue d'assurer un accès universel à un service électrique abordable, fiable et durable du point de vue environnemental. Pour rendre opérationnel le pool énergétique et le marché régional de l'électricité efficace, les Etats membres doivent exploiter leur potentiel d'énergie renouvelable en présentant des moyens très compétitifs pour produire de l'électricité, intégrer les réseaux de transport, réaliser la synchronisation entre les réseaux électriques nationaux, et aligner les aspects opérationnels des compagnies d'électricité et des systèmes nationaux.

L'objectif général et donc l'impact de ce programme est de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre par le développement et l'intégration du marché d'électricité, et l'inclusion de ressources supplémentaires d'énergie renouvelable en Afrique de l'Ouest. Cet impact sera réalisé par la réalisation des objectifs spécifiques (effets) de cette action de 1) Opérationnalisation du marché régional de l'électricité de la CEDEAO, pour une énergie abordable et accessible pour les femmes et les hommes dans toute leur diversité, et 2) assurer une augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du réseau interconnecté de l'Afrique de Ouest.

Les produits suivants, contribuant à l'effet 1 seront développés :

- Les capacités humaines et opérationnelles du CIC sont renforcées [produit 1.1] ;
- Les logiciels et installations nécessaires à la gestion technique du système du CIC pour assurer le dispatching et la stabilité sont en place et [produit 1.2] ;
- Les procédures opérationnelles de la phase II du marché régional sont mises en place, les prérequis définis dans la Directive de la CEDEAO concernant l'harmonisation des législations nationales sont pris en compte dans les cadres réglementaires au niveau des pays du WAPP et les régulateurs et les opérateurs maîtrisent les principes de régulation [produit 1.3] ;
- Les systèmes de collecte et production de données statistiques du secteur d'énergie et électrique sont renforcées et la coopération avec l'Union africaine pour le développement et synchronisation au niveau continental de ce système est renforcée [produit 1.4], à condition que le cadre institutionnel et la coopération de toutes les parties prenantes soient assurés. Cela améliorera l'efficacité des appuis fournis par les contrats de mise en œuvre des actions.

Les produits suivants, contribuant à l'effet 2 seront développés :

- Les capacités techniques des acteurs publics et privés pour développer un cadre stratégique de référence et des projets d'énergies renouvelables (ER) sont augmentées [produit 2.1] ;
- Les opportunités de financement des projets permettant l'augmentation de la part des ER dans le mix énergétique de la région et l'amélioration du réseau de transport permettant l'échange de l'énergie renouvelable ont augmenté [produit 2.2], à condition que le cadre institutionnel et la coopération de toutes les parties prenantes soient assurées. Cela améliorera l'efficacité des appuis fournis par les contrats de mise en œuvre des actions.

Le programme développe donc une approche intégrée où les aspects institutionnels sont coordonnés en vue de faciliter la construction et l'exploitation des infrastructures pertinentes.

La coordination avec la préparation du marché continental sera assurée par un appui aux organisations de la CEDEAO actives dans le secteur de l'énergie visant à mettre en valeur les réalisations de la région Afrique de l'Ouest en tant que région pilote en termes d'intégration régionale.

L'Union européenne dispose d'une expérience unique dans l'intégration régionale de son système électrique et le développement d'un marché de l'électricité. A travers des échanges, du jumelage ou l'apprentissage entre pairs, cette action visera à partager cette expérience européenne.

Le présent programme assurera une bonne complémentarité et synergie avec:

- 1) L'ensemble des actions en cours d'achèvement dans le secteur de l'énergie sur financement du 11^e FED couvrant la période 2014-2020, notamment le programme AGOSE;
- 2) La BEI, qui assure un rôle principal dans plusieurs des projets d'investissements pré-identifiés pour le programme en cours de préparation⁹;

⁹ Par exemple le "Framework loan for fragmented markets in West Africa".

- 3) La Banque mondiale, qui intervient dans l'énergie solaire à travers le programme Scaling Solar, dans le transport (notamment la ligne de transmission CLSG), et qui appuie la CEDEAO (composante ACCESS pour l'extension du réseau de distribution en Guinée-Bissau, Mali et Gambie, et composante BEST -Battery Energy Storage Technology- concernant la Côte d'Ivoire, le Niger, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal) ainsi que l'EEEOA;
 - 4) La Banque africaine de développement (BAD), qui finance le programme régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'initiative « du désert à l'électricité », en vue de développer l'énergie solaire dans 11 pays dont le G5 Sahel, ainsi que plusieurs autres programmes et facilités, dont le SEFA (Energie durable pour tous);
 - 5) L'Agence française de développement (AFD), pour laquelle le secteur énergie durable fait partie des priorités d'intervention. Elle finance notamment l'interconnexion Ghana-Burkina, l'étude de l'interconnexion Mali-Burkina, et pourrait financer inter alia l'interconnexion Nigéria-Bénin, l'interconnexion Mali-Mauritanie, un parc solaire de 150 MW au Burkina ou une centrale solaire flottante en Côte d'Ivoire.
 - 6) Les interventions allemandes surtout dans le domaine du développement des énergies renouvelables à travers la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), notamment au profit de l'EEEOA (élaboration ou révision de réglementations, processus et instruments pour le marché régional, développement de processus, tels que la prévision de l'évolution des prix de l'électricité sur le marché des enchères, et d'instruments pour la mise en œuvre de la 2e phase du marché régional, l'élaboration ou la révision de mécanismes de régulation et définition des conditions de participation des installations solaires ou éoliennes au marché régional de l'électricité, alignement des législations et réglementations nationales ainsi que des codes de réseau et de système sur le cadre juridique et réglementaire régional), et de l'ARREC (élaboration des contrats bilatéraux, de la méthodologie tarifaire, des modalités de détermination des pertes sur les réseaux de transport, des règlements sur les sanctions à appliquer), et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) (qui intervient en Côte d'Ivoire dans le financement de projets d'énergie renouvelable).
 - 7) Le Millenium Challenge Corporation (MCC), coopération américaine, qui prépare pour la fin 2023 un compact régional centré sur la Côte d'Ivoire et qui comprendra un volet d'appui à l'EEEOA.
 - 8) D'autres organismes de financement du développement comme les coopérations néerlandaise, espagnole, autrichienne intervenant également dans le secteur de l'énergie renouvelable dans la région.
- La coordination des bailleurs du secteur se déroule soit dans le cadre national soit à l'échelon régional pour la CEDEAO, dans le cadre de groupes thématiques.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Résultats	DESCRIPTION	INDICATEURS	BASELINE (Valeur et l'année)	CIBLE (Valeur et l'année)	Source de données	Hypothèses
Impact	Réduction des émissions de gaz à effet de serre par le développement et l'intégration du marché d'électricité, et l'inclusion de ressources supplémentaires d'énergie renouvelable en Afrique de l'Ouest	1.1 Emissions de gaz à effet de serre par unité énergétique consommée 1.2 GERF 1.3 ODD 7.2.1 Part des énergies renouvelables dans le total final consommation			Banque mondiale, Rapport CEDEAO Rapport ODD https://dashboards.sdgindex.org/explorer	
Effect 1	Opérationnalisation des échanges régionaux du marché de l'électricité de la CEDEAO	1.1. Niveau mise en œuvre de la Phase II du marché régional (échanges multilatéraux) 1.2 GWh échangés sur le réseau WAPP et en pourcentage de la production	Phase 1 5740GWh (2019) 8% (2019)	Phase 2 A déterminer	Rapport WAPP Rapport WAPP/ICC/ARREC	

Résultats	DESCRIPTION	INDICATEURS	BASELINE (Valeur et l'année)	CIBLE (Valeur et l'année)	Source de données	Hypothèses
Produit 1.1, lié à l'effet 1	Les capacités humaines et operationelles du CIC sont renforcées	<p>1.1.1 Nombre de procédures mises en place avec support de l'UE</p> <p>1.1.2. Nombre de personnel du CIC et des GRT nationaux formés avec le soutien de l'UE aux capacités augmentés, par sexe</p> <p>Nombre de membres des parties prenantes aux postes pour lequel la formation a été délivrée à la fin du projet (au minimum désagréé par sexe) avec le soutien de l'UE</p>	<p>0</p> <p>0</p>	<p>5</p> <p>100</p>	<p>Rapport CIC</p> <p>Rapport de projet</p> <p>Questionnaires d'évaluation des formations (tests avant-après et évaluation des participants)</p>	Le CIC est en mesure de jouer son rôle d'opérateur système
Produit 1.2 lié à l'effet 1	Les logiciels et installations nécessaires à la gestion technique du système du CIC pour assurer le dispatching et la stabilité sont en place	<p>1.2.1. Les logiciels et installations nécessaires sont opérationnels et testés</p> <p>1.2.2. Nombre d'incidents sur le réseau détecté et résolu</p>		Intallations opérationelles	<p>Rapport CIC</p> <p>Rapport Consultant technique</p>	

Résultats	DESCRIPTION	INDICATEURS	BASELINE (Valeur et l'année)	CIBLE (Valeur et l'année)	Source de données	Hypothèses
Produit 1.3 lié à l'effet 1	<p>Les capacités des personnels des GRT nationaux pour gérer les procédures opérationnelles de la phase II du marché régional sont mises en place</p> <p>Les régulateurs et les opérateurs maîtrisent les principes de régulation</p>	1.3.1. Nombre d'outils de marché mis en place	-			
		1.3.2. Nombre de plans d'action nationaux revus/formulés avec par des pays membres visant à harmoniser leur cadre réglementaire avec la Directive régionale	-	10	Rapport ARREC	
		1.3.3. Nombre de personnels formés et qui maîtrisent les aspects réglementaires de la gestion du marché régional (au minimum désagrégué par sexe)	-	100	Questionnaires d'évaluation des formations	

Résultats	DESCRIPTION	INDICATEURS	BASELINE (Valeur et l'année)	CIBLE (Valeur et l'année)	Source de données	Hypothèses
Produit 1.4 lié à effet 1	<p>Les systèmes de collecte et production de données statistiques du secteur d'énergie et électrique sont renforcées</p> <p>Les prérequis définis dans la Directive de la CEDEAO concernant l'harmonisation des législations nationales sont pris en compte dans les cadres réglementaires au niveau des pays du WAPP</p> <p>La coopération avec l'Union Africaine pour le développement et synchronisation au niveau continental de ce système est renforcée</p>	<p>1.4.1. Un instrument de suivi et système d'information statistique sont mis en place</p> <p>1.4.2. Nombre de personnes formées avec le soutien de l'UE (augmentation capacités en collecte et production de données, par sexe)</p> <p>1.4.3. Nombre de plans d'action nationaux pour la collecte de données au niveau pays</p>	<p>Le SIS régional n'est pas opérationnel</p> <p>-</p>	<p>1 (Le SIS régional est opérationnel</p> <p>15 et la Mauritanie, si applicable</p>	<p>Rapport CEDEAO</p> <p>Rapport ARREC</p> <p>Rapports de formation</p> <p>Rapport UA</p>	

Résultats	DESCRIPTION	INDICATEURS	BASELINE (Valeur et l'année)	CIBLE (Valeur et l'année)	Source de données	Hypothèses
Effet 2	Augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du réseau interconnecté de l'Afrique de Ouest	<p>2.1. GERF 1.3 ODD 7.2.1 Part des énergies renouvelables dans le total final de consommation d'énergie</p> <p>2.2. % d'électricité renouvelable dans le mix énergétique sur le réseau</p> <p>2.3. GERF 2.4 Capacité de production d'énergie renouvelable (MW) avec support de l'UE [NDICI-Global Europe][SP][EFSD]</p>			Rapport Banque Mondiale, CEDEAO	
Produit 2.1 lié à l'effet 2	Les capacités techniques des acteurs publics et privés pour développer un cadre stratégique de référence et des projets d'énergies renouvelables (ER) «bancables» sont augmentées	2.1.1. Nombre d'études ou de projets d'appui pilotes en ER développés, notamment sur le pompage turbinage, y compris, éventuellement, d'hydrogène vert	<p>-</p> <p>-</p> <p>-(2022)</p>	<p>3</p> <p>5</p> <p>1 (2026)</p>	<p>Rapports ECREEE</p> <p>Rapport ECREEE</p>	

Résultats	DESCRIPTION	INDICATEURS	BASELINE (Valeur et l'année)	CIBLE (Valeur et l'année)	Source de données	Hypothèses
Produit 2.2 lié à l'effet 2	Les opportunités de financement des projets permettant l'augmentation de la part des ER dans le mix énergétique de la région et l'amélioration du réseau de transport permettant l'échange de l'énergie renouvelable ont augmenté	2.2.1. Nombre de projets de stockage et/ou production de ER présentés aux institutions financières européennes après réalisation des études préalables pour éventuel financement par des opérations de blending et/ou garantie	-	10	Rapports de suivi des projets	
		2.2.2. Volume d'investissement dans les projets de stockage et de génération des ER	-	5		

4. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la CEDEAO.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁰.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

Cette action prévoit l'attribution d'une subvention pour contribuer à l'Objectif Spécifique 1, en particulier au produit 3, composante B2.

b) Type de demandeurs visés

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à l'Autorité de régulation régionale du secteur de l'électricité de la CEDEAO (ARREC), pour réaliser ces activités ayant des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier d'organisme de mise en œuvre. Ces activités concernées ne relèvent pas d'un appel à propositions.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car l'ARREC/ERERA dispose, de par son statut d'agence spécialisée de la CEDEAO avec le mandat d'assurer la régulation du commerce d'électricité et des interconnexions transfrontalières entre les Etats membres de la CEDEAO, de la compétence exclusive de régulateur régional du secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest, correspondant au cas de l'article 195(f) du règlement financier, (organisme sélectionné en raison de sa compétence technique, de son degré élevé de spécialisation ou de son pouvoir administratif).

4.4.2 Gestion directe (passation de marchés)

Sous la composante B1, appui à l'ARREC, cette action prévoit le recrutement d'une assistance technique à l'ARREC par un contrat de service, pour contribuer à l'Objectif Spécifique 1, en particulier au produit 2

4.4.3 Gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été évalués

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : capacité opérationnelle et expérience démontrée dans

¹⁰ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

le domaine des énergies renouvelables et en ligne avec l'entité à appuyer et les activités à exécuter. Le choix de cette entité doit démontrer une valeur ajoutée, de la transparence et de l'efficacité.

La mise en œuvre par cette entité implique les activités sous la composante D, appui à l'ECREE, notamment l'appui à la préparation et présentation pour financement de projets d'investissement en ER au titre de la mise en œuvre des corridors propres, y compris à pompage/turbinage et, éventuellement, hydrogène vert, est renforcée et l'appui à la préparation et l'adoption de la stratégie hydrogène vert de la CEDEAO est renforcée, contribuant à l'objectif spécifique 2: Augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique.

4.4.4 Gestion indirecte avec organisation internationale

Une partie de la présente action ayant pour objectif 1) l'opérationnalisation du marché régional de l'électricité de la CEDEAO, 2) l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, notamment pour la réalisation des produits contribuant à l'objectif spécifique 1 :

- 1.1 Le réseau régional interconnecté est renforcé de manière à permettre l'augmentation des échanges, et les fonctions d'opérateur-système et de marché sont bien gérées avec comme priorité un réseau interconnecté qui permet la commercialisation au niveau régional d'une part significative de l'énergie renouvelable générée dans la CEDEAO;
- 1.2 Avec des logiciels et installations nécessaires à la gestion technique du système du CIC pour assurer le dispatching et la stabilité en place, et permettant l'augmentation des échanges en électricité par un service de qualité (stabilité, continuité, accès à un prix abordable);
- 1.4 Un système d'information statistique énergétique est opérationnel et une stratégie énergétique régionale est efficacement mise en place et mise en œuvre dans les différents Etats membres.

et contribuant à l'objectif spécifique 2 :

- 2.2 Les opportunités de financement des projets permettant l'augmentation de la part des ER dans le mix énergétique de la région et l'amélioration du réseau de transport permettant l'échange de l'énergie renouvelable ont augmenté.

Peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la CEDEAO, conformément aux modalités suivantes :

Le partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur/administration contractante dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procédera à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le partenaire.

4.4.5 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En raison de la survenue de circonstances exceptionnelles extérieures à la volonté de la Commission européenne, une deuxième option alternative de mode de mise en œuvre sera utilisée, prévoyant un passage du mode de gestion indirecte pour les composantes mentionnées au point 4.4.4. à un mode de gestion directe (subventions), pour les composantes suivantes :

Objectif spécifique 1 (Opérationnalisation du marché régional de l'électricité de la CEDEAO)

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

A. Composante Appui à la mise en place du CIC (Activités liées au produit 1.1 et 1.2)

- A1: Assistance technique pour l'opérationnalisation du CIC en tant qu'opérateur système (y compris un diagnostic institutionnel et organisationnel genre)
- A2: Appui technique et logiciels visant à la mise en place des fonctions d'opérateur-système

b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à la Commission de la CEDEAO, notamment son Agence Executive du EEEEOA/WAPP et son Secrétariat Général pour réaliser ces activités ayant des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier d'organisme de mise en œuvre. Ces activités concernées ne relèvent pas d'un appel à propositions.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car l'EEEOA/WAPP dispose, de par son statut d'agence spécialisée de la CEDEAO avec pour mission de promouvoir et développer des infrastructures de production et de transport d'énergie électrique ainsi qu'assurer la coordination des échanges d'énergie électrique entre les Etats Membres de la CEDEAO et le développement du Marché Régionale d'Electricité, correspondant au cas de l'article 195(f) du règlement financier (organisme sélectionné en raison de sa compétence technique, de son degré élevé de spécialisation ou de son pouvoir administratif).

Objectif spécifique 1 (Opérationnalisation du marché régional de l'électricité de la CEDEAO)

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

C. Composante Appui à la CEDEAO (Activités liées au produit 1.4)

- C1: appui à la mise en œuvre et au monitoring /suivi de la politique énergétique régionale
- C2: appui au développement du système statistique énergétique de la CEDEAO

b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à la Commission de la CEDEAO, par son Secrétariat pour réaliser ces activités ayant des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier d'organisme de mise en œuvre. Ces activités concernées ne relèvent pas d'un appel à propositions.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car la CEDEAO est l'organe politique en charge de la coopération des États d'Afrique de l'Ouest, elle émet les Directives qui doivent être mises en œuvre par les États pour permettre l'opérationnalisation législative et réglementaire du marché régional, correspondant au cas de l'article 195(f) du règlement financier (organisme sélectionné en raison de sa compétence technique, de son degré élevé de spécialisation ou de son pouvoir administratif).

En outre, la CEDEAO est actuellement en train de construire, d'opérationnaliser et mettre à jour le Système d'Information Energetique (SIE) de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre d'une action financée par l'UE, prenant fin en avril 2024. La CEDEAO, en raison de son mandat sur les 15 États Membres de l'Afrique de l'Ouest et de la nature de SIE qui inclut toutes sources d'énergie, est actuellement l'entité unique dans la région à exploiter un tel système.

Objectif spécifique 2 (Augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique)

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

E. Composante Facilité pour études et appui à la mise en place des projets de production, stockage, transmission et gestion du réseau et du marché d'électricité, (Activités liées au produit 2.1 et 2.2)

b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à la Commission de la CEDEAO, notamment son Agence Executive du EEEEOA/WAPP et son Secrétariat Général, pour réaliser ces activités ayant des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier d'organisme de mise en œuvre. Ces activités concernées ne relèvent pas d'un appel à propositions.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car l'EEEOA/WAPP dispose, de par son statut d'agence spécialisée de la CEDEAO avec pour mission de promouvoir et développer des infrastructures de production et de transport d'énergie électrique ainsi qu'assurer la coordination des échanges d'énergie électrique entre les Etats Membres de la CEDEAO et le développement du Marché Régionale d'Electricité, correspondant au cas de l'article 195(f) du règlement financier (organisme sélectionné en raison de sa compétence technique, de son degré élevé de spécialisation ou de son pouvoir administratif).

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (Montant en EUR)
Objectif spécifique 1 (Opérationnalisation du marché régional de l'électricité de la CEDEAO) composé de	13 500 000
<u>Composante A. Appui à la mise en place du CIC (EEOA)</u>	7 500 000
- Gestion indirecte avec une organisation internationale – cf. section 4.4.4.	
<u>Composante B. Appui à l'ARREC</u>	3 000 000
- Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 000 000
- Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	2 000 000
<u>Composante C. Appui à la CEDEAO</u>	3 000 000
- Gestion indirecte avec une organisation internationale - cf. section 4.4.4.	
Objectif spécifique 2: Augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique composé de	11 500 000
<u>Composante D. Appui à l'ECREE</u>	3 500 000
- Gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été évalués – cf. section 4.4.3	
<u>Composante E. Facilité pour études et appui à la mise en place des projets</u>	8 000 000
Gestion indirecte avec une organisation internationale – cf. section 4.4.4	
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	sera couvert par une autre décision
Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1	1 000 000
Passation de marchés — enveloppe totale de la section 4.4.2	2 000 000
Totaux	25 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un Comité de pilotage rassemblant des représentants de l'UE, de la CEDEAO et des institutions régionales ainsi que d'autres parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de l'action sera établi, et se réunira au moins une fois par an pour assurer un suivi adéquat de toutes les activités des différents projets.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5. MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Les indicateurs relatifs aux ODD et, le cas échéant, les indicateurs définis d'un commun accord, par exemple dans le document de programmation conjointe, devront être pris en considération.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Le suivi sera basé, dans la mesure du possible, sur des indicateurs ventilés au minimum par sexe. Il sera évalué également comment l'action contribue à la réalisation des droits humains et contribue à l'égalité des sexes. Pour cela, les ODD de l'Agenda 2030 et les indicateurs du plan d'action sur l'égalité des sexes (GAP III, 2021-2025) seront privilégiés.

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale/ex-post pourra être effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants, contracté(es) par la Commission. Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment de la dynamique du secteur, l'importance à donner d'inclure dans l'équipe d'évaluation d'une expertise sur les droits humains et l'égalité de genre et regardant du fait que ce programme étant exécuté par des entités séparées et par des contrats individuels qui doivent inclure leurs propres processus d'évaluation.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

L'évaluation reposera sur une approche fondée sur les droits humains et le genre et rendra compte des résultats relatifs au renforcement de la participation, de la non-discrimination et de l'égalité des sexes, de la transparence, de la reddition des comptes et de l'application du droit.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6. COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fonds commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

L'Union européenne dispose d'une expérience unique dans le développement d'une union de l'énergie, grâce à l'intégration régionale de son système électrique et le développement d'un marché de l'électricité. A travers des échanges, du jumelage ou l'apprentissage entre pairs, cette action visera à partager cette expérience européenne et également à contribuer aux efforts de diplomatie ouverte entre les continents européens et africains.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme NDICI AFRICA/2022/044-118 --- ACT- 61029

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions
Niveau Contract		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	<u>Composante A. Appui à la mise en place du CIC (EEOA) : Gestion indirect avec org reg ; CTR de service Assistance technique</u>
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	<u>Composante A. Appui à la mise en place du CIC (EEOA) : CTR de travaux et/ou fourniture Appui technique et fournitures</u>
	Contrat individuel 3	<u>Composante B. Appui à l'ARREC : CTR de Subvention (gestion directe)</u>
	Contrat individuel 4	<u>Composante B. Appui à l'ARREC : CTR de service Assistance technique</u>
	Contrat individuel 5	<u>Composante C. Appui à la CEDEAO : Gestion indirect avec org reg ; CTR de service Assistance technique</u>
	Contrat individuel 6	<u>Composante D. Appui à l'ECREE : Convention de contribution ; Gestion indirecte avec une organisation d'un Etat membre ou une organisation internationale</u>
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<u>Composante E. Facilité pour études et appui à la mise en place des projets ; Gestion indirect avec org reg ; Plusieurs CTR de service</u>